



**OBSERVATOIRE PARISIEN
DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE**

**DONNEES CLES
DE LA PREVENTION ET DE
LA PROTECTION DE
L'ENFANCE 2024**

Juillet 2025

Document réalisé par l'Observatoire parisien
de la Protection de l'Enfance (OPPE)

en lien avec le Service des Usages numériques et de l'Innovation (SUNI),
le Bureau des Ressources (BDR) et l'ensemble des services de la Ville,
ainsi que les institutions concourant à la prévention et à la
protection de l'enfance sur le territoire parisien

Sommaire

LA PREVENTION.....	4
1.1. L'ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES PAR LA CAF.....	4
1.2. LES ENFANTS ET FAMILLES ACCOMPAGNES PAR LES SERVICES DE PMI.....	5
1.3. LES ENFANTS SENSIBILISES A LEURS DROITS PAR LA MISSION DES DROITS DE L'ENFANT	6
1.4. LES MINEURS ET JEUNES MAJEURS ACCOMPAGNES AU TITRE DE LA PREVENTION SPECIALISEE	6
1.5. LES FAMILLES EN SITUATION DE RUE.....	8
1.6. LES ENFANTS SUIVIS PAR LE SERVICE SOCIAL SCOLAIRE ET LA SANTE SCOLAIRE.....	8
LE REPERAGE DES ENFANTS EN DANGER OU EN RISQUE DE L'ETRE	10
LA PROTECTION DE L'ENFANCE PARISIENNE	11
2. LES JEUNES ACCOMPAGNES ET ACCUEILLIS PAR LES SERVICES DE PROTECTION DE L'ENFANCE	12
3. L'ACCUEIL EN PROTECTION DE L'ENFANCE.....	14
4. LES INTERVENTIONS A DOMICILE.....	18
LES MESURES DE MILIEU OUVERT AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE (AED, AEMO, SAJE)	18
LES ACTIONS DES TECHNICIEN·NE·S DE L'INTERVENTION SOCIALE ET FAMILIALE (TISF)	19
LA MESURE JUDICIAIRE D'AIDE A LA GESTION DU BUDGET FAMILIAL (MJAGBF)	20
5. FOCUS SUR LES MINEURS NON ACCOMPAGNES.....	21
6. FOCUS SUR LES JEUNES DEVENUS MAJEURS.....	22
7. FOCUS SUR LES ADOPTIONS.....	24
8. LES FAMILLES ACCOMPAGNEES AU TITRE D'UNE PRISE EN CHARGE HOTELIERE ASE.....	24
9. LES RESSOURCES.....	25
LES ENFANTS ACCOMPAGNES PAR LA PJJ.....	26
LA MESURE JUDICIAIRE D'INVESTIGATION EDUCATIVE (MJIE)	26



La prévention

La Ville de Paris possède une politique de prévention ambitieuse qui s'appuie sur la Direction des Familles et de la Petite Enfance (DFPE), en lien avec les actions développées par la Caisse d'allocations familiales de Paris (Caf), la Direction de la Santé publique (DSP) qui pilote notamment les actions de la Protection maternelle et infantile (PMI) et la Sous-direction de la prévention et de la protection de l'enfance (SDPPE) qui développe plusieurs actions de prévention.

En 2024, Paris compte :

- **147 144 familles avec enfants** (-1,6% par rapport à 2023) dont **46 150 familles monoparentales** (-1% par rapport à 2023), soit **31% des familles parisiennes**.
- **13 696 familles bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA)** (-0,4% par rapport à 2023).

1.1. L'accompagnement des familles par la Caf

En 2024, **3 847 familles parisiennes allocataires de la Caf de Paris ont reçu une proposition d'accompagnement social à la suite d'une séparation** (-0,1% par rapport à 2023).

La Caf finance également une part importante des interventions des technicien·ne·s de l'intervention sociale et familial (**TISF**) à l'échelle de la ville (voir page 19).

1.2. Les enfants et familles accompagnés par les services de protection maternelle et infantile (PMI)

Protection maternelle

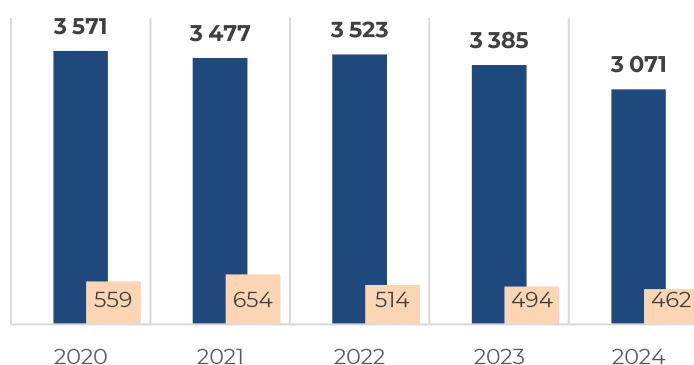
En 2024, **3 071 femmes** enceintes ou ayant accouché ont été rencontrées par un professionnel de PMI, soit une baisse de 9% par rapport à 2023.

462 d'entre elles (soit 15%) l'ont été **dans le cadre d'une visite à domicile**.

Ces deux dernières années, on observe une baisse quant à l'accompagnement des femmes par les services parisiens de la PMI, en lien avec la baisse du nombre de naissances domiciliées à Paris (voir ci-dessous).

Femmes rencontrées en protection maternelle

- Nombre de femmes enceintes ou accouchées vues par les professionnels de PMI
- dont nombre de femmes vues en visite à domicile



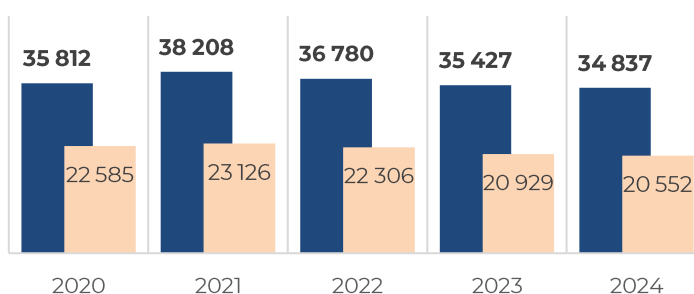
Protection infantile

En 2024, **34 837 enfants** ont été vus par des professionnels de la PMI (-2% par rapport à 2023), dont 5 078 (13%) en visite à domicile. **59% des enfants avaient moins d'un an** (soit 20 552 enfants).

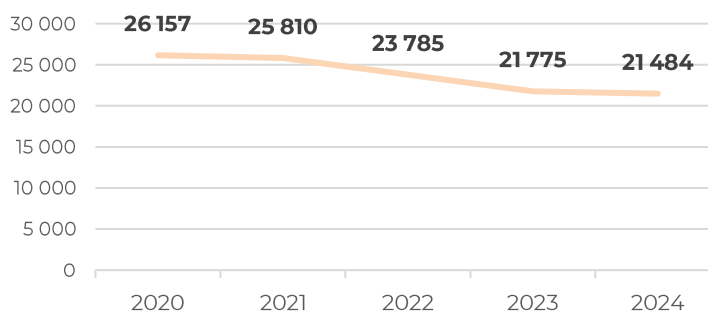
Depuis la crise sanitaire, le nombre d'enfants rencontrés n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise (plus de 40 000 enfants par an avant 2020), ce qui s'explique notamment par la **baisse importante du nombre de naissances** d'enfants dont les parents résident à Paris: -18% depuis 2019 et -10% depuis 2022.

Nombre d'enfants vus par les professionnels de PMI

- Nombre d'enfants vus par les professionnels de PMI
- dont nombre d'enfants âgés de moins de 1 an



Nombre de naissances domiciliées



Planification familiale / santé sexuelle

Depuis 2022, la création de la Direction de la Santé publique à Paris comprenant un Pôle santé sexuelle a rapproché les Centres de planification et d'éducation familiale (CPEF) des Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD). L'objectif est notamment de développer et de coordonner une offre de santé sexuelle globale dans l'ensemble des 23 centres de la ville (dont 6 en régie) et de définir une feuille de route parisienne partagée avec les autres acteurs.

En 2024, 14 873 personnes ont été reçues dans l'un des 6 **centres de santé sexuelle en régie, dont 459 mineur-es et 5 227 jeunes âgés de 18 à 24 ans.**

1.3. Les enfants sensibilisés à leurs droits par la mission des droits de l'enfant

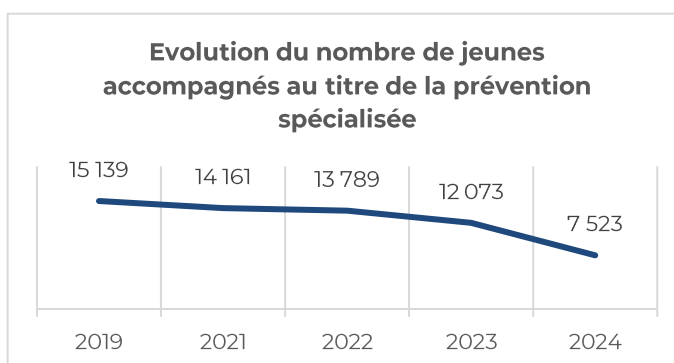
En 2024, 8 031 enfants (+12% par rapport à 2023), **dont a minima 14 enfants accueillis en protection de l'enfance¹, ont été sensibilisés à leurs droits** par 31 jeunes volontaires en service civique rattachés à la Mission des Droits de l'Enfant (MDE). Ils sont intervenus dans **106 établissements** (scolaires, périscolaires ou sociaux), **dont 2 structures de protection de l'enfance.**

Les ateliers thématiques mis en place ont suscité **261 « paroles confiées » d'enfants** qui ont exprimé des atteintes à leurs droits et/ou des violences. Celles-ci ont ensuite été transmises au service social compétent (majoritairement le Service Social Scolaire de la SDPPE mais aussi le Service Social en faveur des élèves de l'Education nationale).

Depuis la création de la MDE, un total de **25 438 enfants** a bénéficié d'une sensibilisation.

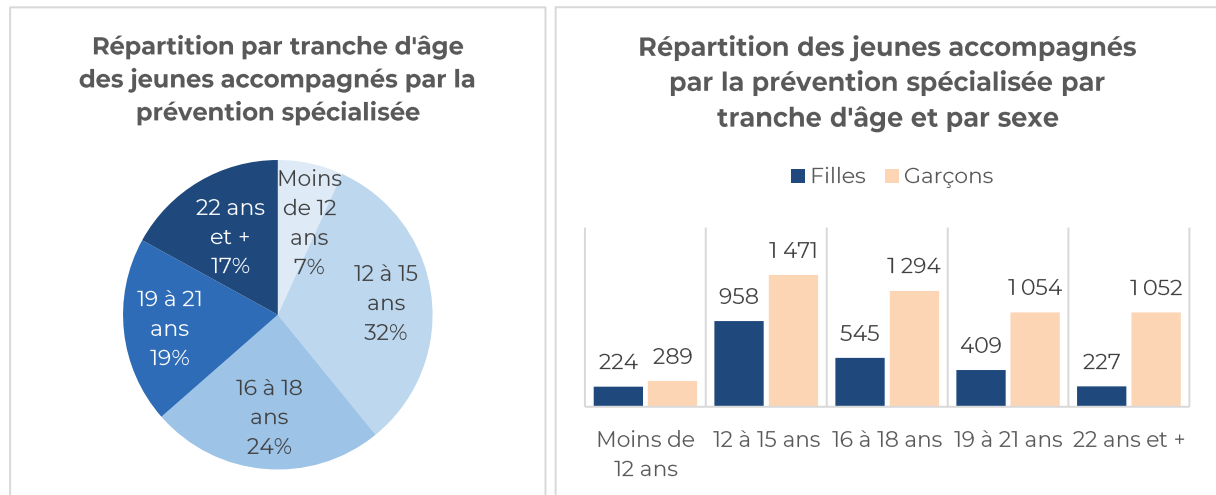
1.4. Les mineurs et jeunes majeurs accompagnés au titre de la prévention spécialisée

La prévention spécialisée, pilotée par la SDILE (Sous direction de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion), a permis en 2024 à **7 523 jeunes** de bénéficier d'actions collectives ou d'un accompagnement éducatif individualisé, soit une **baisse de 38%** par rapport à 2023. On note globalement une baisse progressive, qui s'accroît chaque année, du nombre de jeunes accompagnés.



¹ En dehors des sensibilisations spécifiques en établissement de protection de l'enfance, les actions de la MDE touchent des enfants protégés lors des ateliers dans les structures scolaires et périscolaires, même si ceux-ci ne sont pas identifiés.

Les **deux tiers des jeunes accompagnés sont des garçons** (69%), même si cette répartition est différente selon les tranches d'âge. Les garçons représentent ainsi 56% des jeunes accompagnés qui ont moins de 12 ans mais 82% des jeunes accompagnés âgés de 22 ans et plus.

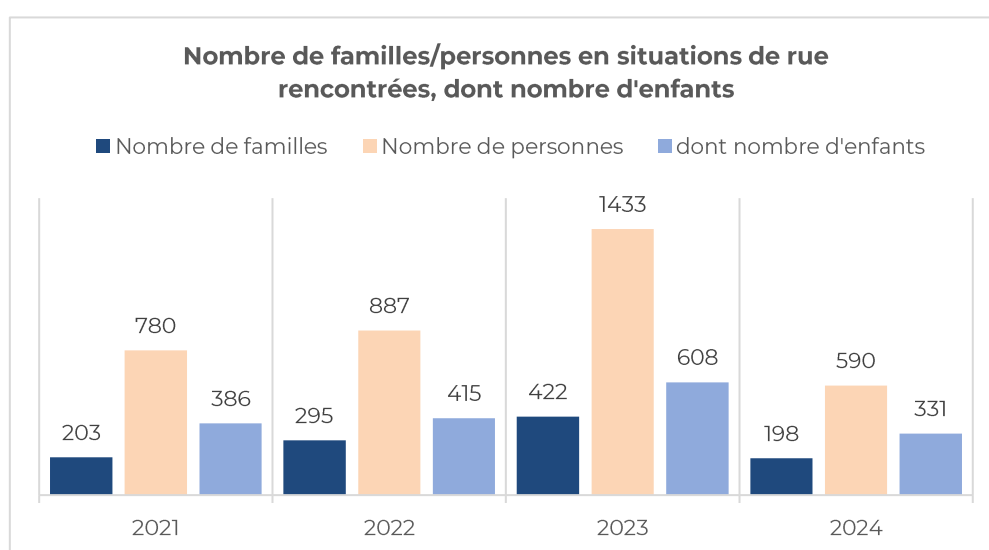


1.5. Les familles en situation de rue

En 2024, l'Unité d'Assistance aux Sans-Abri (UASA²) a rencontré lors de ses maraudes **198 familles en situation de rue**, dont 141 ménages en situation de mendicité. Cela représente 590 personnes rencontrées dont 331 enfants. 24 familles ont été orientées vers un Espace solidarité insertion (ESI) ou une Permanence sociale d'accueil (PSA).

C'est une diminution importante (-53%) par rapport aux 422 familles en situation de rue rencontrées en 2023 (qui représentaient 1 433 personnes dont 608 enfants) qui est à mettre en lien avec la tenue des Jeux Olympiques et la forte présence policière.

L'activité de l'UASA a donné lieu à la transmission de **22 informations préoccupantes** à la Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) (11 en 2023) et l'exécution de 7 ordonnances de placement provisoire (4 en 2023).



1.6. Les enfants suivis par le Service social scolaire et la Santé scolaire

En 2024, le **service social scolaire (SSS)**, rattaché à la Sous-direction de la prévention et de la protection de l'enfance, a suivi **17 312 élèves**, soit **16,5% de la population scolaire parisienne**. Il peut intervenir à la demande de la CRIP pour évaluer les situations d'élèves en danger ou susceptibles de l'être. En 2023, le SSS a évalué **1 073 informations préoccupantes** (1 241 en 2023).

Le **service de Santé scolaire** est rattaché à la Direction de la santé publique (DSP) et vise à construire un parcours de santé des enfants. En 2023-2024, **60,1% des enfants de petite section** des écoles publiques (soit 8 221 enfants) ont eu au moins un dépistage infirmier, 36,7% un bilan infirmier complet de 3-4 ans. **75,9% des enfants de grande section** des écoles publiques (soit 10 086 enfants) ont eu au moins un dépistage infirmier, 63% un bilan infirmier complet de 5-6 ans. Ces bilans permettent notamment un dépistage des troubles de santé, qu'ils soient biométriques, sensoriels, psychomoteurs, psycho-affectifs, ou de langage oral.

² Appartenant à la Direction de la police municipale et de la prévention (DPMP).

En 2023-2024, **3,9% des élèves parisiens** (soit 4 078 enfants) **ont pu bénéficier d'un examen médical à la demande (EAD), dont 1,3%** (soit 53 enfants) **concernait la protection de l'enfance.**

Les **projets d'accueil individualisé (PAI)**, qui consistent à adapter l'accueil scolaire pour les élèves atteints d'une maladie chronique, concernaient **4,1%** de l'ensemble des élèves des écoles publiques parisiennes, soit 4 332 enfants.



Le repérage des enfants en danger ou en risque de l'être

En 2024, la Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) a reçu **7 034 informations entrantes. 5 898 de ces informations ont été qualifiées de préoccupantes (IP), portant sur 5 738 mineurs³.**

Parmi ces 5 898 IP, 1 019 informations portant sur 972 enfants ont été transmises directement au Parquet. **4 659 IP portant sur 4 649 enfants ont été évaluées** à la demande de la CRIP.

Les appels au 119 – Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED)

En 2024, dans toute la France, 24 330 des appels au 119 concernaient une information préoccupante (+12,7% par rapport à 2023), soit en moyenne 67 appels par jour. À Paris, le SNATED a recensé **713 appels portant sur une IP** (+6,6% par rapport à 2023) **concernant au total 993 enfants** (+3,5% par rapport à 2023).

Les données du SNATED indiquent que les trois dangers les plus fréquemment évoqués dans les appels donnant lieu à une IP sont les violences psychologiques, les négligences lourdes et les violences physiques.

³ En raison du passage au logiciel SOLIS en 2024, la logique de calcul des IP a changé et ne permet pas de comparaison avec les années précédentes. Pour cette même raison, nous ne présentons dans ce rapport que quelques indicateurs relatifs à la CRIP qui mène en 2025 un travail de refonte de son rapport d'activité.

3

La protection de l'enfance parisienne

LES CHIFFRES CLES 2024



Informations préoccupantes

7 034 informations entrantes donnant lieu à **5 898 informations qualifiées préoccupantes** concernant **5 738 enfants**

Accueil des mineurs non accompagnés

9 365 présentations en vue d'une évaluation de la minorité et de l'isolement (-10% par rapport à 2023)

436 nouvelles admissions au Secteur éducatif des mineurs non accompagnés (-29%)

622 mineurs non accompagnés (-7%) et **998 jeunes majeurs ex-MNA** (-7%)

Ressources



Budget de 475 millions d'€

2 555 agents dont **619 assistant.e.s familiaux.les** (-7% par rapport à 2023)

Profil des bénéficiaires



8 660 enfants et jeunes accueillis et accompagnés (-2% par rapport à 2023)

6 801 mineurs et **1 859 jeunes majeurs**

4 888 bénéficiaires d'une mesure d'accueil (-2%) et **3 947 bénéficiaires d'une mesure de milieu ouvert** (+2%). 175 bénéficiaires d'une double mesure accueil/milieu ouvert

395 bénéficiaires de moins de 3 ans : 207 dans le cadre d'une mesure d'accueil, 203 en milieu ouvert, 15 dans le cadre d'une double mesure accueil/milieu ouvert

132 enfants ont le statut de **pupille** de l'Etat

Lieux d'accueil

27% des enfants et jeunes accueillis sont chez un.e assistant.e familial.e

68% des jeunes accueillis en établissement, 5% chez un particulier

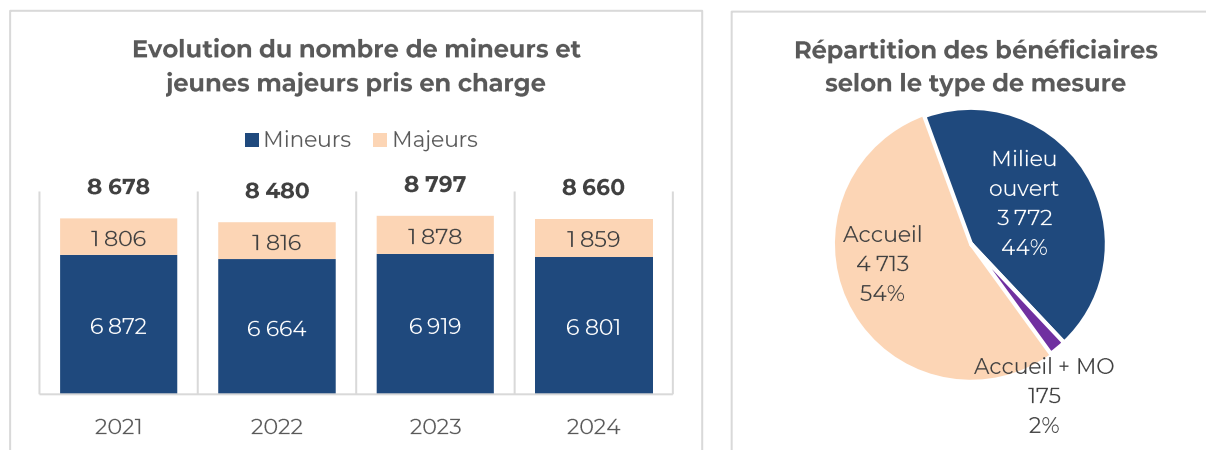
Nouveaux bénéficiaires

3 185 enfants et jeunes ont connu une **première mesure de protection de l'enfance** en 2024 : **1 815** une **mesure d'accueil** et **1 376** une mesure de **milieu ouvert**. 6 bénéficiaires ont connu une première double mesure accueil/milieu ouvert

2. Les jeunes accompagnés et accueillis par les services de protection de l'enfance

Les bénéficiaires de l'Aide sociale à l'enfance

Au 31 décembre 2024, 8 660 enfants et jeunes majeurs sont accompagnés et accueillis par les services de protection de l'enfance à Paris. Parmi eux, 6 801 sont mineurs (79%) et 1 859 sont des jeunes majeurs (21%).



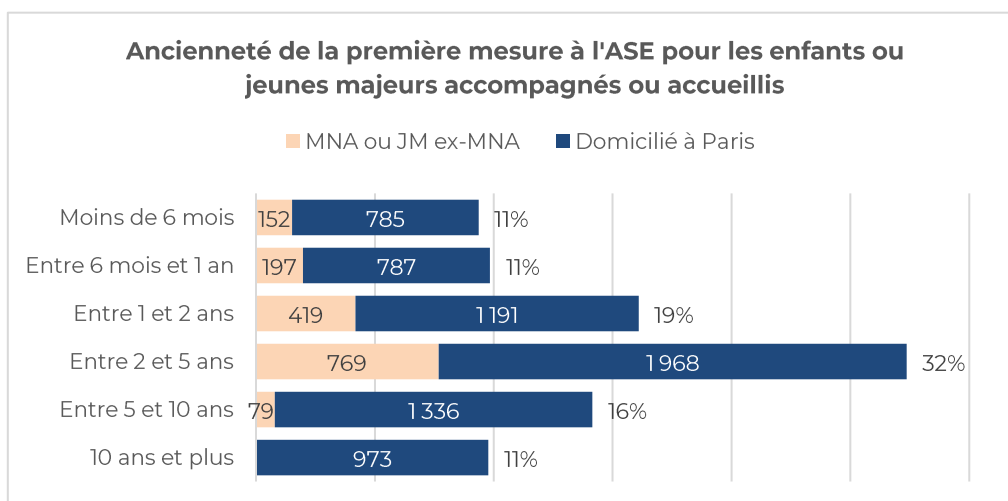
Cela représente une diminution de 2% par rapport à 2023 (141 individus en moins, dont 119 mineurs et 22 majeurs).

Ces bénéficiaires sont soit concernés par une **mesure d'accueil (54%)**, soit par **mesure de milieu ouvert (44%)**⁴. 175 (2%) sont concernés à la fois par une mesure d'accueil et une mesure de milieu ouvert.

Les enfants et jeunes majeurs accueillis et accompagnés sont majoritairement des **garçons** : 60% (5 186) contre 40% (3 474) de **filles**. Cela s'explique par la présence des mineurs non accompagnés (ou jeunes majeurs ex-MNA) qui sont majoritairement des garçons. 19% (1 620) du total des bénéficiaires sont effectivement des **mineurs non accompagnés** ou **jeunes majeurs ex-MNA**.

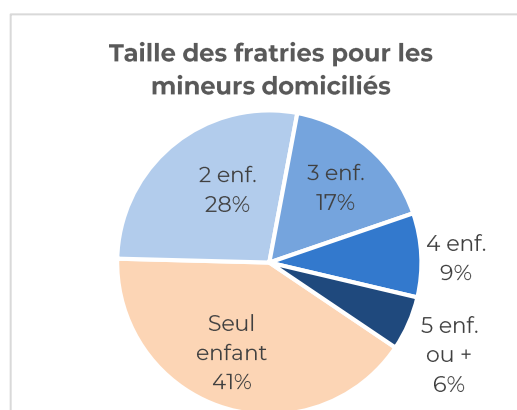
Pour l'ensemble de ces bénéficiaires, on peut avoir accès à la **date de la première mesure** de protection de l'enfance. On constate qu'un peu plus d'un **bénéficiaire sur cinq (22%) a connu sa première mesure il y a moins d'un an**. Pour un tiers (32%) d'entre eux, la première mesure remonte à entre 2 et 3 ans. Enfin, 27% d'entre eux ont connu leur première mesure il y a au moins 5 ans. Les mineurs non accompagnés (ou jeunes majeurs anciennement mineurs non accompagnés) sont sous-représentés parmi les bénéficiaires ayant connu une première mesure il y a 5 ans ou plus, étant caractérisés par une entrée plus tardive dans le dispositif de protection de l'enfance (voir le focus sur les mineurs non accompagnés page 21).

⁴ Sont comprises dans les mesures de milieu ouvert les Aides éducatives à domicile (AED), Action éducative en milieu ouvert (AEMO) et l'accueil de jour. Les autres interventions en milieu ouvert que sont les MJAGBF et les actions des TISF ne relèvent pas de l'ASE de Paris.



Il est enfin possible d'identifier les **fratries**, entendues au sens large de frères et sœurs, demi-frères et sœurs ou quasi-frères et sœurs⁵. On ne considère ici que la population mineure domiciliée à Paris, soit 6 179 enfants. Parmi ces 6 179 mineurs domiciliés, **59% d'entre eux (3 648) sont concernés par une mesure de protection de l'enfance en même temps qu'un ou plusieurs membres de leur fratrie**. Pour les 2 531 enfants restants (41% des mineurs domiciliés), ils sont soit des enfants uniques, soit le seul membre de leur fratrie concerné par une mesure de protection de l'enfance⁶.

Parmi les 3 648 enfants concernés par une mesure de protection de l'enfance en même temps que leur fratrie, 1 702 enfants sont au sein d'une fratrie de 2 enfants, 1 038 dans une fratrie de 3 enfants, 552 enfants dans des fratries de 4 enfants et 356 dans des fratries de 5 enfants ou plus.



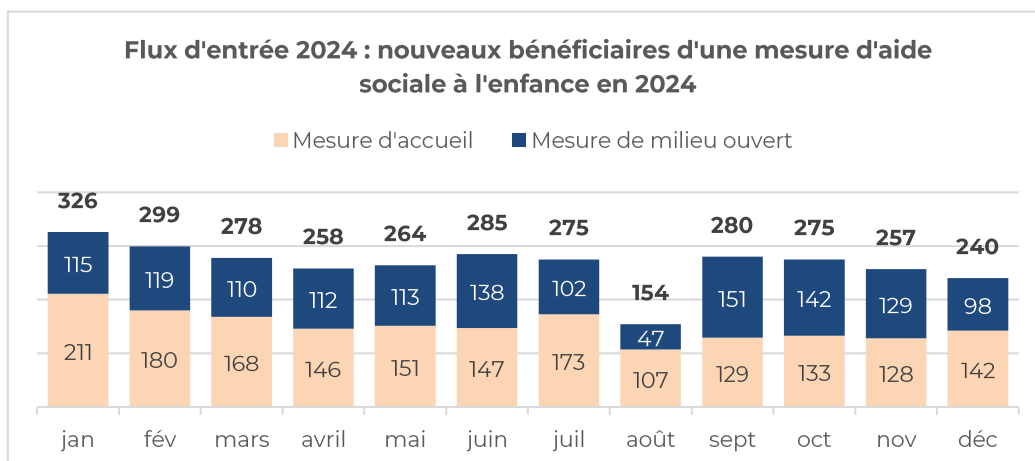
Les nouveaux bénéficiaires en 2024

En 2024, 3 185 enfants et jeunes ont connu une première mesure d'aide sociale à l'enfance. Il s'agissait pour **57% d'entre eux (1 809)** d'une **mesure d'accueil** et pour **43% (1 370)** d'une **mesure de milieu ouvert**. 6 jeunes ont eu simultanément une première mesure d'accueil et de milieu ouvert.

Janvier est le mois de l'année où le plus de nouvelles mesures débutent, toutes mesures confondues, et août celui où le nombre de nouvelles mesures qui débutent est le plus faible. C'est également en janvier qu'on trouve le plus de nouveaux bénéficiaires de mesures d'accueil, mais en septembre que le plus grand nombre de premières mesures de milieu ouvert débutent.

⁵ Cette définition est liée à la méthode d'identification de ces fratries qui consiste à considérer comme frères et sœurs tous les enfants ayant une mesure active de protection de l'enfance et étant associés au même dossier familial.

⁶ Il n'est pas possible de distinguer les deux cas.



3. L'accueil en protection de l'enfance

Au 31 décembre 2024, 4 888 enfants et jeunes sont concernés par une mesure d'accueil. Cela représente 3 163 mineurs (65%) et 1 725 jeunes majeurs (35%). Par rapport à 2023, le nombre de bénéficiaires d'une mesure d'accueil a diminué de 2% (4 975 en 2023), le nombre de mineurs accueillis de 2% (3 223 en 2023) et le nombre de jeunes majeurs accueillis de 2% également (1 752 en 2022).

Parmi les **3 163 mineurs accueillis**, **92%** le sont suite à une **décision judiciaire** (2 913 mineurs) et **9% suite à une mesure administrative** (252 mineurs)⁷. Cette répartition est la même qu'en 2023.

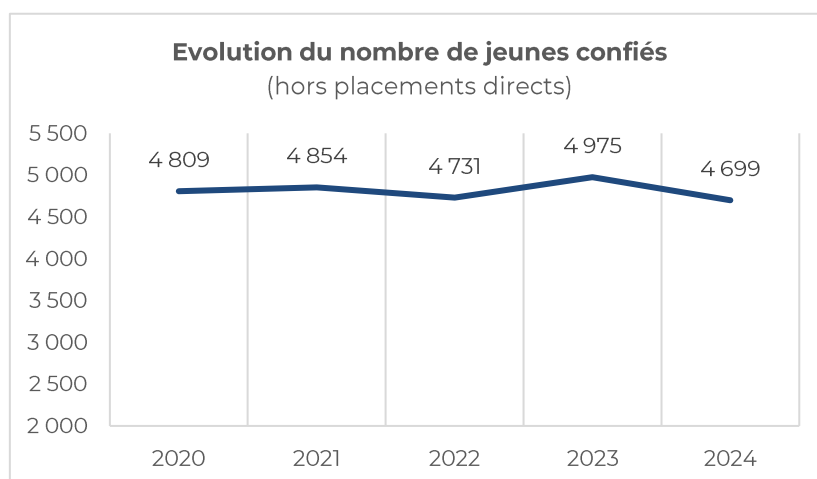
En particulier, parmi les mineurs accueillis :

- **20% sont des mineurs non accompagnés**, ce qui représente 622 mineurs, soit -7% par rapport au nombre de MNA en 2023 (668)
- **132 sont des pupilles** de l'Etat, soit +25% par rapport à 2023 (106)
- **190 sont confiés à un tiers digne de confiance**, soit -2% par rapport à 2023 (193)

Les jeunes majeurs accueillis le sont dans le cadre d'une mesure d'Accueil provisoire jeune majeur (APJM). **58% d'entre eux sont des mineurs non accompagnés devenus majeurs**, soit 997 individus. Cette proportion était de 61% en 2023.

Le nombre de jeunes **confiés** à l'Aide sociale à l'enfance (hors placements directs) est relativement stable depuis 2020.

⁷ Les pupilles sont comptabilisés dans les mesures administratives. Ici 2 jeunes sont comptés en double car bénéficient d'une mesure d'accueil à la fois administrative et judiciaire.



Profil des enfants et jeunes accueillis

Les garçons représentent 63% des mineurs et majeurs accueillis (soit 3 100 individus). Cette surreprésentation s'explique par la part importante de mineurs non accompagnés (MNA) accueillis à Paris qui sont majoritairement des garçons.

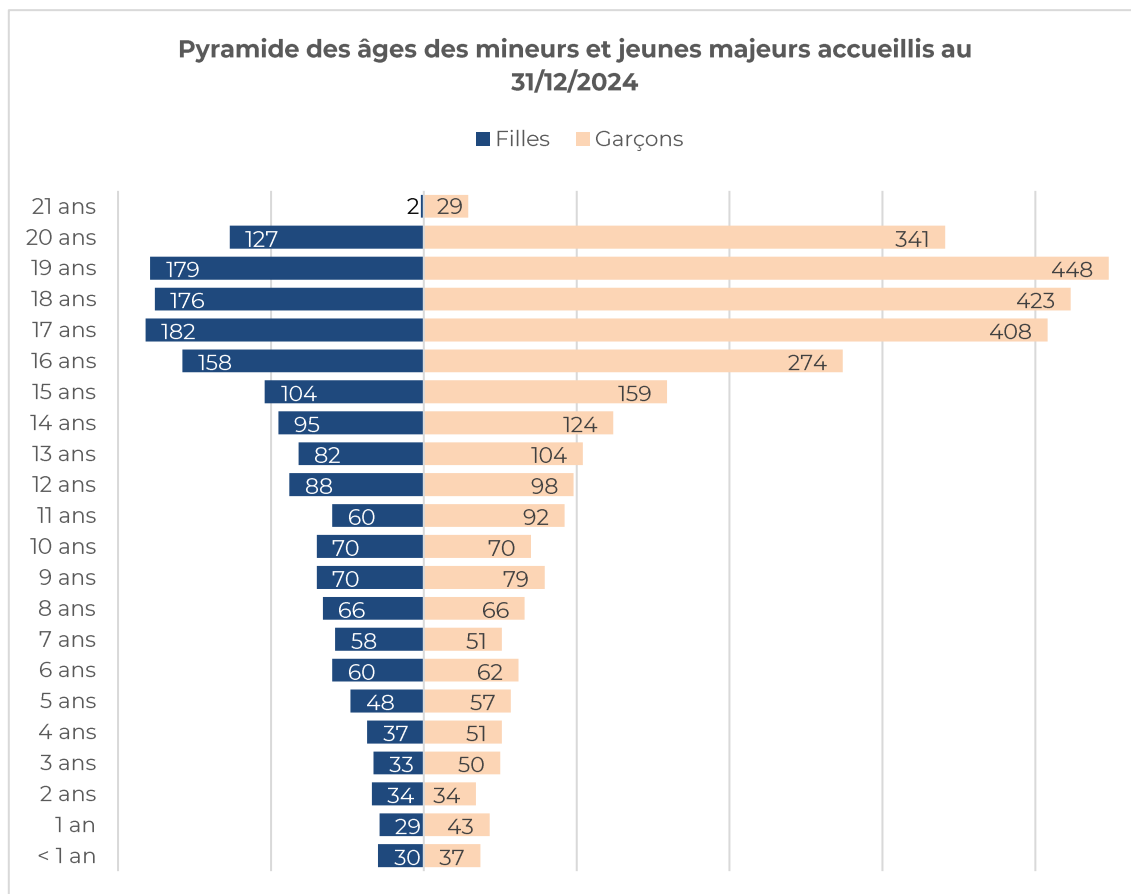
Hors MNA, la répartition garçons/filles s'équilibre : **52% de garçons** (1 704 individus) pour **48% de filles** (1 569 individus).

L'âge moyen des mineurs accueillis est de 11,7 ans (11,1 ans pour les filles et 12 ans pour les garçons). L'âge médian⁸ des mineurs accueillis est de 13 ans (12 ans pour les filles, 14 ans pour les garçons). Les MNA, majoritairement des garçons et pris en charge à des âges plus élevés, contribuent à faire augmenter la moyenne et la médiane des âges pour les garçons.

Hors MNA, l'âge moyen des mineurs domiciliés accueillis est de **10,6 ans**, avec peu d'écart entre les filles (10,7 ans) et les garçons (10,4 ans). L'âge médian des mineurs domiciliés accueillis est de 11 ans.

Le nombre d'enfants accueillis âgés de **moins de 3 ans** est de **207, soit 7% des mineurs accueillis**, chiffre stable par rapport à 2023 (215 enfants de moins de 3 ans qui représentaient 7% des mineurs accueillis).

⁸ L'âge médian correspond à l'âge qui sépare en deux la population étudiée : la moitié des enfants a 13 ans ou moins, la moitié a 13 ans ou plus.



Parmi les mineurs et jeunes majeurs accueillis par l'ASE, **586 possèdent une notification de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), soit 12% des mineurs et jeunes majeurs accueillis** (11% en 2023). Cela représente une **augmentation de 8%** par rapport à 2023 (541 jeunes concernés).

461 des bénéficiaires d'une notification de la MDPH sont mineurs (soit 15% des mineurs accueillis) et 125 sont des jeunes majeurs (soit 7% des jeunes majeurs accueillis).

Les lieux d'accueil

Parmi l'ensemble des enfants et jeunes accueillis, **27% sont accueillis par un-e assistant-e familial-e, 68% sont en établissement et 5% chez un particulier⁹**.

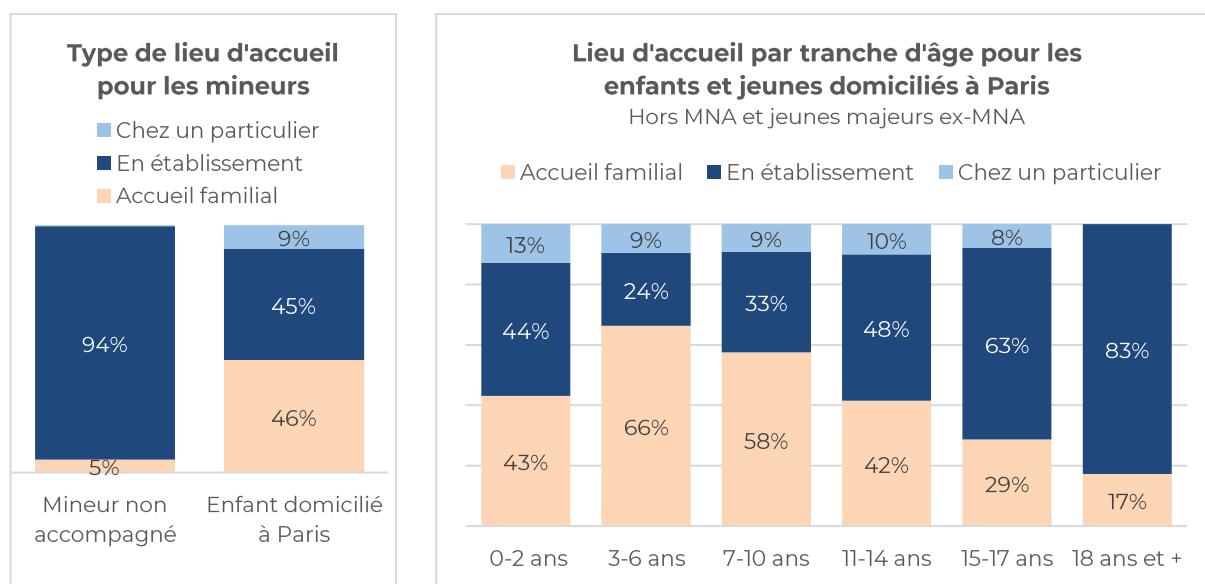
Cette répartition dépend de l'**âge** du jeune. Parmi les mineurs accueillis, un peu plus de **la moitié (55%) est en établissement, 38% sont chez un accueillant familial** et 8% chez un particulier. Plus d'**un jeune majeur sur dix est accueilli en établissement (92%)** contre 8% en famille d'accueil.

Parmi les mineurs, **les MNA sont plus fréquemment accueillis en établissement** qu'au sein d'un accueil familial que les enfants domiciliés à Paris. Ils sont ainsi 94% à être accueillis en établissement et 5% en famille d'accueil. Cela est en partie lié à la concentration des MNA à des âges plus élevés. **Les mineurs domiciliés à Paris sont quant à eux en proportion**

⁹ La catégorie « Chez un particulier » peut renvoyer à différentes situations: l'accueil chez un tiers digne de confiance, l'accueil chez la future famille adoptante, l'accueil durable et bénévole...

équivalente en accueil familial (46%) et en établissement (45%), et 9% accueillis chez un particulier.

En distinguant, chez les enfants et jeunes domiciliés à Paris, les lieux d'accueil **par tranche d'âge**, on constate que les enfants les plus fréquemment accueillis au sein d'une famille d'accueil sont les 3-6 ans : **deux tiers (66%) des 3-6 ans sont en accueil familial**. Cette proportion décroît à mesure que l'âge avance. 17% des jeunes majeurs domiciliés à Paris vivent au sein d'une famille d'accueil. **Chez les tout-petits (0-2 ans), on trouve la plus haute proportion d'accueil chez un particulier (13% des 0-2 ans).**



Les nouveaux bénéficiaires d'une mesure d'accueil en 2024

Les flux d'entrée pour l'accueil concernant les jeunes entrés dans le dispositif de protection de l'enfance en 2024 par une mesure d'accueil. Ce flux est de **1 815 jeunes** pour l'année 2024.

Ces entrées en placement concernent dans **61% des cas des placements à l'ASE par le juge** : 413 jeunes dans le cas d'une **OPP JE**, 354 d'une **OPP Parquet** et 339 confiés à l'ASE par **jugement**.

Pour plus d'un tiers des nouveaux bénéficiaires (**34%**), les entrées en placement concernent des mesures de **recueil provisoire** : 513 jeunes dans le cadre d'un **accueil provisoire 72h** et 110 jeunes dans le cadre d'un **accueil 5 jours**.

Dans les autres cas, ces nouveaux bénéficiaires d'une mesure d'accueil entrent dans le dispositif de protection de l'enfance par une mesure d'**accueil provisoire de mineur** (30 jeunes), le **placement direct par un juge** (22 jeunes), l'acquisition du statut de **pupille** (16 jeunes) ou encore un **accueil provisoire jeune majeur** (15 jeunes).

4. Les interventions à domicile

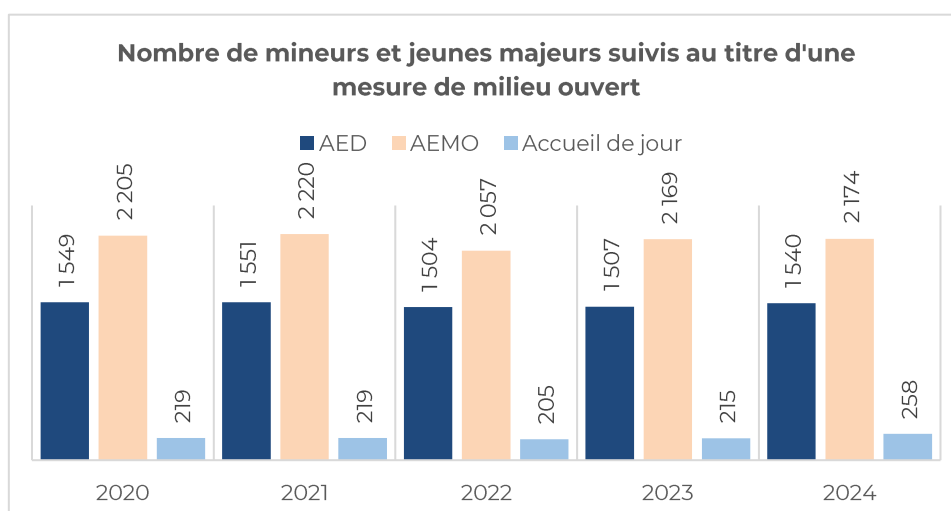
Les mesures de milieu ouvert au titre de l'aide sociale à l'enfance (AED, AEMO, SAJE)

Au 31 décembre 2024, 3 947 enfants et jeunes bénéficient d'une mesure de milieu ouvert. Si les bénéficiaires de ces mesures sont pour la plupart mineurs (3 812), 135 jeunes majeurs ont une mesure d'Aide éducative à domicile (AED) jeune majeur.

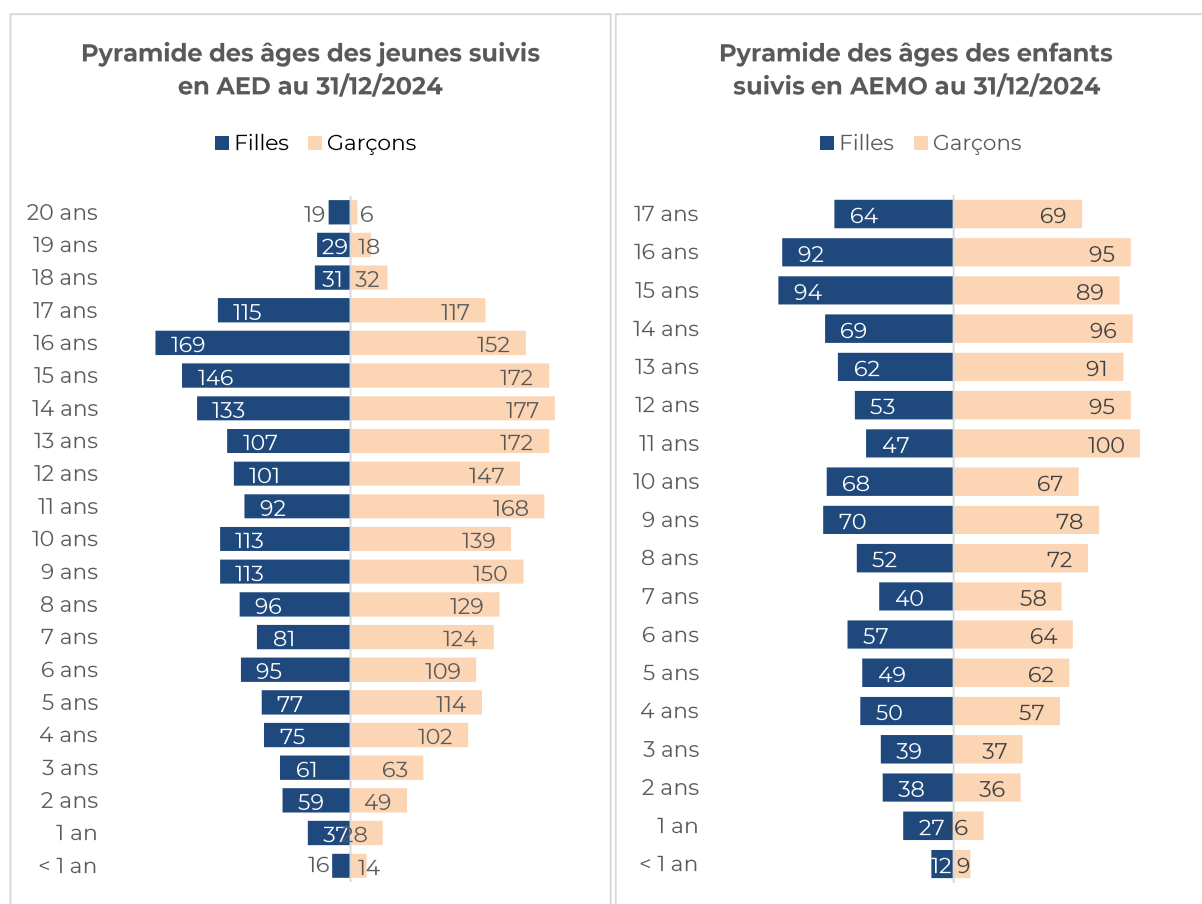
Les 3 812 bénéficiaires mineurs se répartissent dans trois types de mesures¹⁰ :

- 1 405 ont une mesure administrative d'**Aide éducative à domicile** (AED)
- 2 174 ont une mesure judiciaire d'**Action éducative en milieu ouvert** (AEMO)
- 258 ont une mesure dans un **service d'accueil de jour éducatif** (judiciaire ou administratif)

Le nombre de bénéficiaires et la répartition selon les types de mesures sont relativement stables au cours du temps. On note une **augmentation de 20% du nombre de bénéficiaires d'une mesure d'accueil de jour éducatif**, passant de 215 en 2023 à 258 en 2024.



¹⁰ La somme des bénéficiaires des différents types de mesure est supérieure au total de bénéficiaires car on compte 25 bénéficiaires de différentes mesures de milieu ouvert simultanément.



Les mineurs et jeunes majeurs accompagnés au titre d'une mesure de milieu ouvert (toutes mesures confondues) sont, à Paris comme au niveau national, **majoritairement des garçons : 55% d'entre eux, soit 2 182 jeunes.**

Les bénéficiaires d'une mesure d'AED mineur ont en moyenne 10,6 ans. Leur âge médian est de 11 ans. Les bénéficiaires d'une mesure d'AEMO ont en moyenne 10,2 ans, pour un âge médian de 11 ans. On ne note ici pas d'évolution majeure par rapport à 2023.

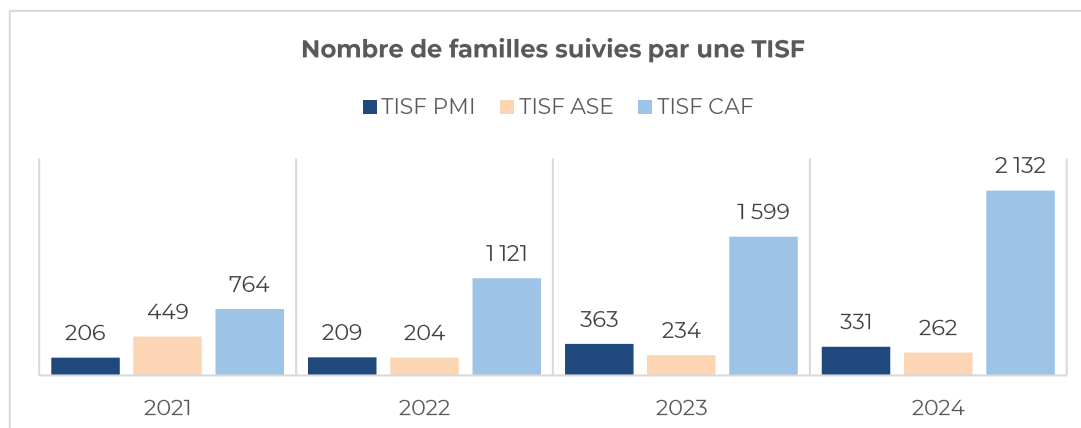
Parmi les mineurs bénéficiaires d'une mesure de milieu ouvert, **203 sont âgés de moins de 3 ans**, soit 5%. Ils sont suivis majoritairement dans le cadre d'une AEMO (138 enfants), dans une moindre mesure d'une AED (60 enfants) ou d'un accueil de jour (5 enfants).

Les **flux d'entrée** pour les mesures de milieu ouvert concernent les jeunes entrés dans le dispositif de protection de l'enfance en 2024 par une mesure de milieu ouvert. Ce flux est de **1 376 jeunes** pour l'année 2024. Ces nouveaux bénéficiaires connaissent pour **51% d'entre eux (706 enfants) une AED mineur**, pour **41% d'entre eux (567 enfants) une mesure d'AEMO** et pour **7% d'entre eux (92 enfants) un accueil de jour**. 11 jeunes sont entrés en 2024 dans le dispositif de protection de l'enfance par une AED jeune majeur.

Les actions des technicien-ne-s de l'intervention sociale et familiale (TISF) dans l'accompagnement des familles et des enfants (CAF/PMI/ASE)

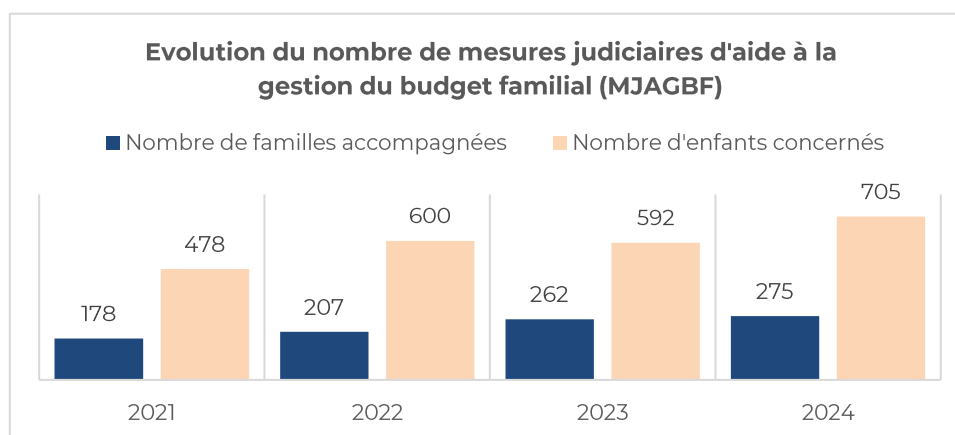
A Paris, les mesures des TISF sont financées au titre de la prévention (par la Caf et à titre subsidiaire par la PMI pour les familles avec enfants de moins de trois ans), mais aussi au titre de la protection de l'enfance sur décision des secteurs ASE. **En 2024, ce sont 2 725**

familles qui bénéficient de cette aide (+24% par rapport à 2023). 331 familles ont été suivies par une TISF à domicile par la PMI, 262 au titre de la protection de l'enfance de l'ASE et 2 132 au titre de la CAF¹¹.



La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF)

La MJAGBF est ordonnée par le juge des enfants. En 2024, **275 familles** ont été accompagnées par l'Udaf (Union départementale des associations familiales de Paris) dans le cadre d'une MJAGBF (+5% par rapport à 2023). Ces 275 familles représentent **705 enfants**, soit une augmentation du nombre d'enfants de 19% par rapport à 2023 (592 enfants). On observe une **hausse progressive** des bénéficiaires de MJAGBF depuis 2020.

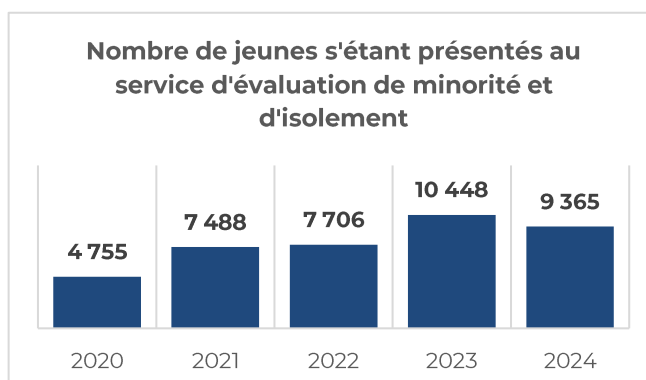


¹¹ Cette augmentation s'explique par une augmentation du nombre d'ETP depuis 2022, d'où la capacité du service à pouvoir intervenir auprès de plus de familles (source : CAF de Paris).

5. Focus sur les mineurs non accompagnés

Évaluation de la minorité et de l'isolement¹²

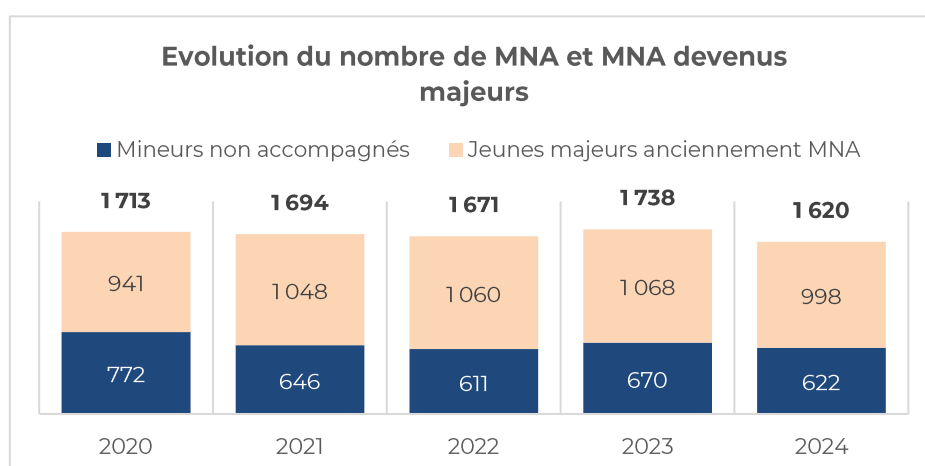
En 2024, on assiste à une **légère diminution** du nombre de jeunes se présentant au dispositif d'accueil des mineurs non accompagnés (AMNA), en charge de la mise à l'abri et de l'évaluation de la minorité et de l'isolement. Il passe de 10 448 individus en 2023 à 9 365 en 2024 (-10%). Ce nombre reste parmi les plus élevés des dernières années.



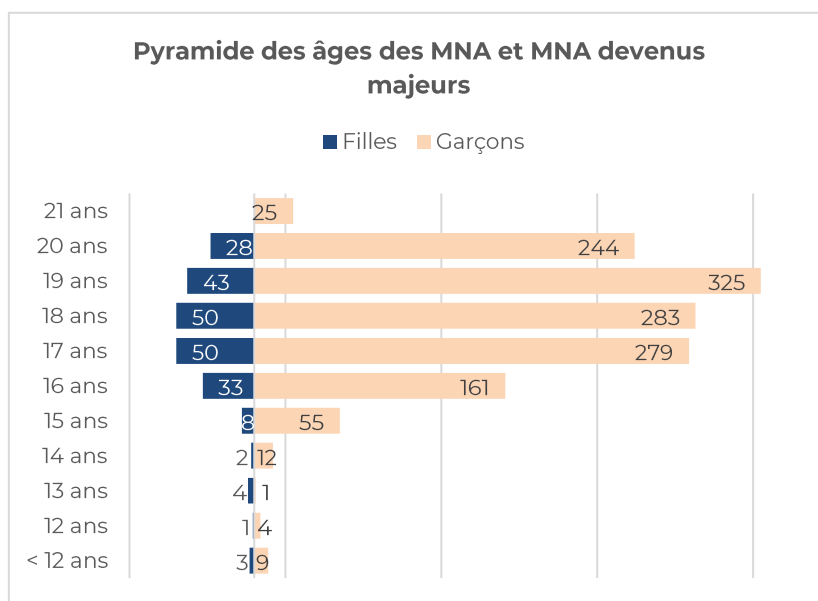
Accompagnement des mineurs non accompagnés

Au 31 décembre 2024, **1 620 mineurs non accompagnés** et **anciens mineurs non accompagnés devenus majeurs** étaient pris en charge, soit **622 mineurs** et **998 jeunes majeurs**. Cela représente une baisse de 7%, à la fois du nombre de MNA mais aussi du nombre de jeunes majeurs anciennement MNA.

85% des mineurs non accompagnés ont 16 ou 17 ans (523 mineurs). Leur âge moyen est de 16,1 ans, stable par rapport à 2023.



¹² Source : bilans CEOMNA



En 2024, le Secteur éducatif des mineurs non accompagnés (SEMNA) a réalisé **436 nouvelles admissions** (soit une baisse de 29% par rapport aux 612 admissions de 2023). Par rapport à la clé de répartition nationale en vigueur en 2024 qui attribuait à l'ASE de Paris 2,99% des effectifs nationaux¹³, 15 jeunes de plus ont été accueillis.

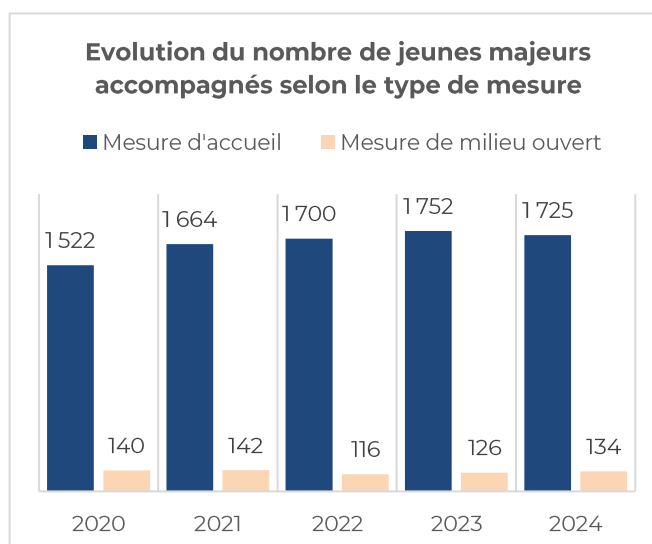
A noter que 48 mineurs dont un membre de la famille est présent sur le territoire parisien sont **suivis par les secteurs mineurs**. Ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans le chiffre global de suivi des MNA. Ils étaient 192 dans ce cas en 2023.

6. Focus sur les jeunes devenus majeurs

A Paris, au 31 décembre 2024, **1 859 jeunes majeurs sont accompagnés ou accueillis** par l'ASE, dont **70% de garçons et 30% de filles** (27% de filles en 2023).

En 2021, en population générale, Paris comptait 84 108 jeunes de 18 à 20 ans¹⁴. **Le taux de jeunes majeurs accompagnés en protection de l'enfance est donc de 22 pour mille.**

Parmi les jeunes majeurs accompagnés ou accueillis, **la part d'anciens mineurs non accompagnés est de 54%** (998 anciens MNA).



¹³ La clé de répartition vise à répartir les MNA sur l'ensemble des départements selon plusieurs critères parmi lesquels la taille de la population du département, le nombre de mineurs pris en charge, le niveau de pauvreté du département ou encore les actions du département en faveur des jeunes majeurs.

¹⁴ Recensement de la population 2021, Insee (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8200787?sommaire=8200811&geo=DEP-75>)

Hors anciens MNA, la répartition entre filles et garçons est équilibrée : parmi les 861 jeunes majeurs accompagnés ou accueillis domiciliés à Paris, **51% (442) sont des jeunes filles**.

Parmi l'ensemble des jeunes majeurs, 1 724 ont bénéficié d'une mesure d'accueil, 134 d'une mesure de milieu ouvert et 1 d'une double mesure (accueil et milieu ouvert)¹⁵.

On constate une **stabilisation du nombre de jeunes majeurs** suivis à Paris après une hausse progressive ces dernières années du fait de la politique volontariste de la Ville de Paris de poursuivre l'accompagnement des jeunes après le passage à la majorité.

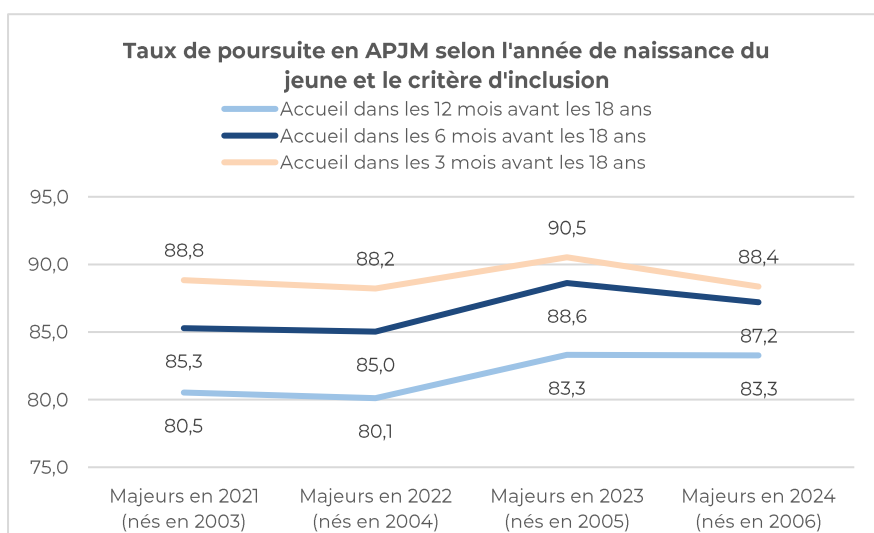
On peut calculer un **taux de poursuite en accompagnement jeune majeur** pour les jeunes accueillis par l'aide sociale à l'enfance l'année de leur 17 ans et qui sont devenus majeurs en 2024, qui se trouve entre **83% et 88%**, selon la définition retenue (voir encadré ci-dessous).

Calcul du taux de poursuite en accompagnement jeune majeur (APJM)

On considère le taux de poursuite en APJM comme la **proportion de jeunes qui auront effectivement une mesure d'APJM une fois devenus majeurs parmi les jeunes accueillis à l'Aide sociale à l'enfance qui auraient théoriquement pu en bénéficier**.

Pour déterminer un moyen d'identifier ces bénéficiaires **théoriques** d'un APJM, on prend les jeunes qui deviennent majeurs une année donnée et qui auront connu dans les **12, 6 ou 3 mois** avant leur 18 ans une mesure d'accueil d'une durée **d'au moins 1 mois** (et active au moins un jour dans l'intervalle de temps retenu).

Plus l'on considère des jeunes ayant des mesures d'accueil éloignées des 18 ans (intervalle de 12 mois), plus on aura de bénéficiaires théoriques à l'APJM et donc plus le taux de poursuite en APJM risque de baisser. A l'inverse, on aura moins de bénéficiaires théoriques d'APJM en considérant les jeunes ayant eu une mesure d'accueil active dans les 3 mois avant leur majorité, et ainsi un taux de poursuite en APJM plus élevé. C'est ce qu'illustre le graphique ci-dessous pour chaque génération de jeunes.



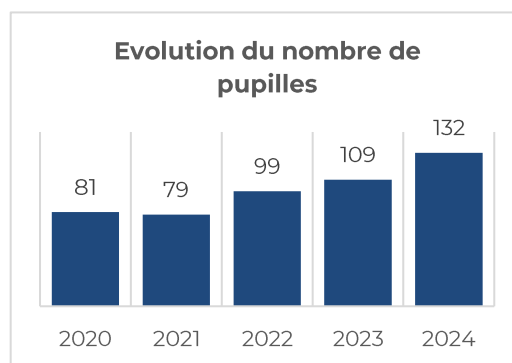
Pour 2024, on considère donc tous les jeunes nés en 2006 (devenant majeurs en 2024) qui ont eu une mesure d'accueil active d'au moins 1 mois durant les 3 / 6 / 12 mois qui précèdent leur majorité. On peut alors en déduire un **taux d'accompagnement jeune majeur** pour les jeunes devenus majeurs en 2024 et le décliner pour les années précédentes, dans la limite de la disponibilité des données.

¹⁵ Le jeune concerné par une double mesure (accueil et milieu ouvert) a été classé parmi les bénéficiaires d'une mesure d'accueil, pour éviter les doubles comptes.

7. Focus sur les adoptions

Au 31 décembre 2024, **132 pupilles de l'État** sont suivis par le Bureau du droit et de l'adoption de la Ville de Paris (+21% par rapport à 2023). Les pupilles connaissent, à Paris comme au niveau national, une augmentation progressive depuis plusieurs années¹⁶, du fait d'une volonté d'adapter au mieux le statut des enfants confiés.

13 pupilles ont été placés en vue d'une adoption plénière dans l'année.

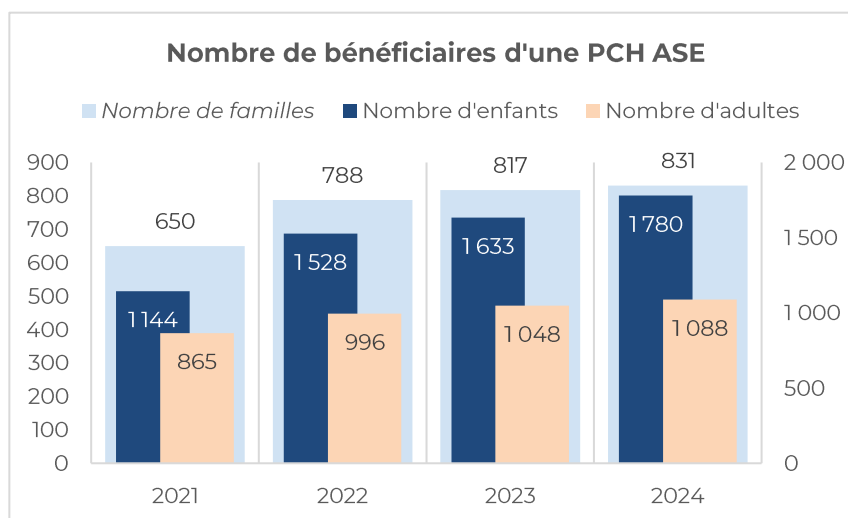


8. Les familles accompagnées au titre d'une prise en charge hôtelière ASE

La **prise en charge hôtelière** de l'aide sociale à l'enfance (PCH ASE) permet l'accompagnement de **familles, avec enfants mineurs, en situation de rue** qui ne relèvent pas d'un centre maternel ou parental. En plus de l'hébergement, ces familles sont accompagnées sur le plan social par le service social de proximité (SSP) et la permanence sociale d'accueil (PSA) Gauthey¹⁷, qui assurent également un travail renforcé sur la dimension prévention/protection de l'enfance.

En 2024, **831 familles** ont bénéficié d'une PCH ASE, soit 2 868 personnes, **dont 1 780 enfants** et 1 088 adultes. 69% des familles (574 familles) sont monoparentales et 1 054 enfants (65% des enfants) appartiennent à une famille monoparentale. Le nombre de bénéficiaires de PCH ASE est en hausse régulière depuis 2020.

Conformément aux axes du Schéma parisien de prévention et de protection de l'enfance, la Ville de Paris engage des alternatives à l'hébergement à l'hôtel en tissant de nombreux partenariats.



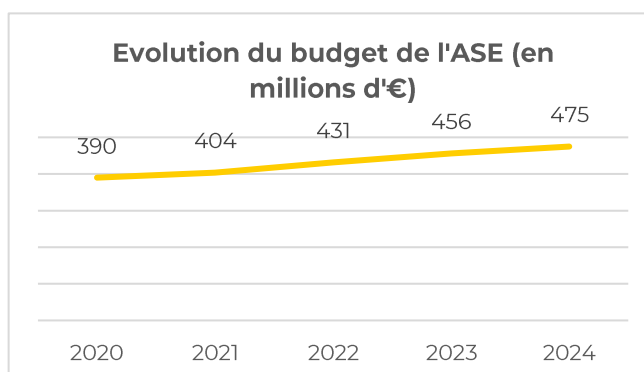
¹⁶ D'après les éditions 2022 et précédentes de l'enquête « Aide sociale » la DREES, le nombre de pupilles progresse de 9,1% en moyenne par an depuis 2026 sur tout le territoire (https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/les-dossiers-de-la-drees/240723_DD_aide-sociale_Enfance_2024).

¹⁷ La PSA Gauthey est, parmi les 3 PSA de la Ville de Paris, la seule qui accueille des publics avec enfants et possède à ce titre une mission de protection de l'enfance.

9. Les ressources

En 2024, **le budget de l'aide sociale à l'enfance s'élève à 474,82 millions d'euros** qui se répartissent ainsi :

- 367 millions d'euros pour la protection de l'enfance dont :
- 20,3 millions d'euros pour la prévention spécialisée ;
- 39,4 millions d'euros pour la masse salariale du placement familial parisien ;
- 48,1 millions d'euros pour la masse salariale de la SDPPE¹⁸.



L'accueil des mineurs et jeunes majeurs (dont les mineurs non accompagnés) constitue une part importante de la dépense avec **59% du budget** de l'aide sociale à l'enfance, soit **278 millions d'euros** (268 millions d'euros en 2023).

Le deuxième poste de dépenses concerne les **actions éducatives à domicile** (AEMO, AED, SAJE et intervention des TISF) pour un montant de **49,9 millions d'euros** (38,8 millions d'euros en 2023), soit **9% du budget** de l'aide sociale à l'enfance.

La Ville de Paris mène par ailleurs une politique ambitieuse en faveur des **mineurs non accompagnés**. Ainsi, la dépense consacrée à l'évaluation, la mise à l'abri, la répartition nationale et l'accueil pérenne des mineurs et jeunes majeurs non accompagnés s'élève à **88 millions d'euros en 2024** (équivalente à 2023) **et représente 18,5% du budget total** de l'aide sociale à l'enfance parisienne.



89 établissements comprenant au total **135 services** dans le secteur associatif habilité, gérés par **44 associations**

13 établissements répartis sur 17 sites comprenant **34 services** gérés par la Ville de Paris

8 Services d'accueil familial gérés par la Ville de Paris, qui encadrent 619 assistant·e·s familiales·aux

2 555 professionnel·les au sein de la Sous-direction de la prévention et de la protection de l'enfance (SDPPE)

¹⁸ Hors placement familial et hors budget annexe, les dépenses de masse salariale du titre IV se retrouvant dans les facturations d'hébergement payées dans les 367 M€ pour les jeunes parisiens placés en EPASE.



Les enfants accompagnés par la PJJ

A Paris, en 2024, les services de la PJJ ont suivi **4 618 jeunes** pour un total de 8 152 mesures dont :

- 60% de mesures de milieu ouvert
- 38% de mesures d'investigation
- 1% de mesures de placement

93% des jeunes suivis sont des garçons, 36% ont entre 16 et 17 ans et près de la moitié (49%) sont majeurs.

La mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE)¹⁹

Au total pour 2024 on comptabilise **990 mesures judiciaires d'investigation éducative (MJIE)**, dont 736 MJIE civiles et 254 MJIE pénales. Cela représente une baisse de 16% des MJIE par rapport à 2023 où on en comptabilisait 1 173. Cette baisse est entièrement due à la diminution des MJIE civiles (-187), le nombre de MJIE pénales étant resté stable (+4).

Les services territoriaux de milieu ouvert (STEMO) ont pris en charge au cours de l'année 315 MJIE dont 61 au civil et 254 au pénal. Les associations habilitées ont pris en charge au cours de l'année 675 MJIE au civil.

¹⁹ Source : PJJ

GLOSSAIRE

AED : aide éducative à domicile
AEMO : action éducative en milieu ouvert
AMNA : accueil mineurs non accompagnés
APJM : accueil provisoire jeune majeur
CAF : caisse d'allocations familiales
CeGIDD : centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic
CEOMNA : cellule d'évaluation et d'orientation des mineurs non accompagnés
CPEF : centre de planification et d'éducation familiale
CRIP : cellule de recueil des informations préoccupantes
CSS : centre de santé sexuelle
DFPE : direction des familles et de la petite enfance
DSOL : direction des solidarités
DSP : direction de la santé publique
EPASE : établissement parisien de l'aide sociale à l'enfance
ESI : espace solidarité insertion
FJT : foyer de jeunes travailleurs
HDJ : hôpital de jour
IME : institut médicoéducatif
ITEP : institut thérapeutique éducatif et pédagogique
MDE : mission des droits de l'enfant
MDPH : maison départementale des personnes handicapées
MAEER : maison d'accueil de l'enfance Eleanor Roosevelt
MECS : maison d'enfants à caractère social
MJAGBF : mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial
MJIE : mesure judiciaire d'investigation éducative
MNA : mineur non accompagné
OPP : ordonnance de placement provisoire
OPPE : observatoire parisien de la protection de l'enfance
PCH ASE : prise en charge hôtelière ASE
PJJ : protection judiciaire de la jeunesse
PMI : protection maternelle et infantile
PSA : permanence sociale d'accueil
SAAI : service d'accompagnement vers l'autonomie et l'insertion
SAFP : service d'accueil familial parisien
SAJE : service d'accueil de jour éducatif
SDILE : sous direction de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion
SDPPE : sous-direction de la prévention et de la protection de l'enfance
SEJM : secteur éducatif auprès des jeunes majeurs
SEMNA : secteur éducatif auprès des mineurs non accompagnés
SNATED : service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger
SSP : service social de proximité
SSS : service social scolaire
TISF : technicien-ne de l'intervention sociale et familiale
UASA : unité d'assistance aux sans-abris



VILLE DE PARIS – Observatoire parisien de la Protection de l'Enfance
94-96 quai de la Rappée
DSOL-OPPE@paris.fr